



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 10/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



ENERGIE MEAUX

10 allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY-LE-GRAND

Références : E/23-0557
Code AIOT : 0006506941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement ENERGIE MEAUX implanté 50, rue Pierre Brasseur 77 100 MEAUX. L'inspection a été annoncée le 10/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIE MEAUX
- 50, rue Pierre Brasseur 77 100 MEAUX
 - Code AIOT : 0006506941
 - Régime : Autorisation
 - Statut Seveso : Non Seveso
 - IED : Oui

ENERGIE MEAUX, filiale du groupe CORIANCE, est autorisée à exploiter le réseau de chaleur de la ville de MEAUX par l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2 IC 301 en date du 29 octobre 1999, et par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°09 DAIDD IC 293 du 17 novembre 2009 et n°2022/DRIEAT/UD77/101 du 17 août 2022.

Le site est composé de 2 puits de géothermie, 2 pompes à chaleur, 4 chaudières (n°1 à 3 au gaz et

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14/02/2023 de l'établissement ENERGIE MEAUX implanté 50, rue Pierre Brasseur 77 100 MEAUX, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après. L'exploitant doit **sous 1 mois** :

- Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III et Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/08/2022, article 9 : Respect des VLE
Indiquer les mesures qu'il compte mettre en oeuvre afin de respecter les valeurs limites de rejets en CO et en NOx.
- Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III et Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/08/2022, article 10 : Surveillance des rejets
Fournir un échéancier de mise en conformité de son plan de surveillance des émissions atmosphériques.
- Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/08/2022, article 10 : Etalonnage des appareils de mesures
Justifier du respect de la procédure QAL2.
- Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/08/2022, article 10 : Transmission des résultats
Fournir le document décrivant les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance ainsi que les modalités de transmission des résultats obtenus.

n°4 au fioul domestique), 1 turbine et 1 groupe électrogène. Les chaudières fonctionnent en soutien de la géothermie (60% de la production), quand les températures sont inférieures à 10°C.

Les installations de combustion sont susceptibles de fonctionner en période estivale à la demande de RTE, en production d'électricité.

La délégation de service public prend fin le 31 décembre 2023. ENERGIE MEAUX est en attente de l'appel d'offre du Syndicat Mixte pour la Géothermie de MEAUX (SMGM).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 - rejets atmosphériques
- Suites de l'inspection du 03 décembre 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Surveillance des rejets	AM du 02/02/1998, article 58-I AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Etalonnage des appareils de mesures	AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Transmission des résultats	AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Respect des VLE	AM du 02/02/1998, article 58-III AP Complémentaire du 17/08/2022, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents	AP Complémentaire du 17/08/2022, article 15	/	Sans objet
2	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets	AM du 02/02/1998, article 58-III AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10	/	Sans objet
8	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 29/10/1999, article 3.IV.5	/	Sans objet
9	Protection foudre	AP Complémentaire du 17/11/2009, article 5	/	Sans objet
10	Equipements de sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/10/1999, article 3.V.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Surveillance interne	Arrêté Préfectoral du 29/10/1999, article 3.V.3.2.5	/	Sans objet
12	Réduction à la source	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	/	Sans objet
13	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
14	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
15	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a justifié de la levée des non-conformités constatées lors de l'inspection du 03 décembre 2020. Des dépassements des valeurs limites d'émissions en CO et NOx ont été constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2022, article 15		
Thème(s) : Autre, Documents à transmettre		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 6 - Documents à transmettre de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par le tableau suivant :		
Article	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
2.3	Résultats des contrôles réalisés à la demande de l'inspection	Dès réception des résultats
2.7.2.1	Déclaration annuelle des émissions et des déchets	Annuelle (GEREP), avant le 31 mars de l'année N+1 (hors émissions de gaz à effet de serre)
2.7.2.2	Bilan annuel	Avant le 30 avril de l'année N+1
2.10	Système de management environnemental	Au plus tard le 17 août 2021
2.11	Système de management de l'énergie	Au plus tard le 17 août 2021
2.13	Plan de gestion des périodes OTNOC	Au plus tard le 17 août 2021
2.14	Dossier de réexamen	Dans l'année qui suit la publication des nouvelles conclusions des MTD de la rubrique principale
3.I.7.4	Mesures de surveillance des sols	Tous les 10 ans Transmission dans le mois qui suit la réception des résultats par l'exploitant
3.II.4.6	Résultats des mesures des rejets atmosphériques	Trimestrielle (Autosurveillance) et dans le mois qui suit la réalisation pour le contrôle par un organisme agréé. (GIDAF ⁽¹⁾)
3.II.5.1	Mesure de l'efficacité énergétique Examen relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique	Mesure en cas de modification des installations Au plus tard le 17 août 2021, puis lors du nouveau réexamen prévu à l'article 2.14
3.III.2.1	Plan de gestion des déchets	Au plus tard le 17 août 2021
3.IV.5	Mesures des niveaux sonores et commentaires de l'exploitant	Tous les 5 ans Transmission dans le mois qui suit la réception des résultats par l'exploitant
3.IV.6	Plan de gestion des nuisances sonores	Au plus tard le 17 août 2021

Constats :

Suite à l'inspection du 14 février 2023, l'exploitant a transmis les documents suivants dans son courriel du 17 février 2023 :

- article 2.10 : le certificat ISO 14001 : 2015, délivré le 09 juillet 2021 par la société BUREAU VERITAS, valable jusqu'au 18 janvier 2024 (système de management environnemental) ;
- articles 2.11 et 3.II.5.1 : le certificat ISO 50001 : 2018, délivré le 30 juillet 2021 par la société BUREAU VERITAS, valable jusqu'au 15 février 2024 (système de management de l'énergie) ;
- article 2.13 : le plan de gestion des périodes OTNOC d'une installation IED, en date du 19 août 2022 ;
- article 3.II.4.6 : le rapport mensuel d'émissions atmosphériques des 4 chaudières, pour la période du 01 au 31 janvier 2023 (autosurveillance) ;
- article 3.II.4.6 : le rapport mensuel d'émissions atmosphériques de la turbine, pour la période du 01 au 31 janvier 2023 (autosurveillance) ;
- article 3.II.4.6 : le rapport d'essai n°22507LSO2103200S-R01 de mesure des rejets atmosphériques de la société APAVE, en date du 03 janvier 2023 ;
- article 3.III.2.1 : le plan de gestion des déchets d'une installation IED, en date du 19 août 2022 ;
- article 3.IV.5 : le rapport acoustique de BUREAU VERITAS n°0797407 11772375-1-1-1-NR-Rev0, du 18 février 2022 ;
- article 3.IV.6 : le plan de gestion des nuisances sonores d'une installation IED, en date du 19 août 2022.

Concernant les autres points du tableau, l'inspection n'a pas relevé de non-conformités :

- article 2.3 : un nouveau contrôle inopiné des rejets atmosphériques sera réalisé au cours de l'année civile 2023, sur la prochaine période hivernale en fin d'année (courrier de l'inspection du 19 octobre 2022) ;
- article 2.7.2.1 : la déclaration annuelle 2023 des émissions et des déchets était en cours de réalisation au niveau du siège de CORIANCE (délai au 31 mars) ;
- article 2.7.2.2 : le bilan annuel 2022 était en cours de rédaction (délai au 30 avril) ;
- article 2.14 : le dernier dossier de réexamen date du 01 août 2018, il n'y a pas eu depuis de publication de nouvelles conclusions des MTD pour la rubrique principale ;
- article 3.I.7.4 : les dernières mesures de surveillance du sol datent de 2018, les prochaines mesures sont à prévoir en 2028.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le 14 février 2023, l'inspection a pu constater la présence, sur chaque chaudière, de capteurs accessibles pour les mesures en continu de la température, de la pression et des concentrations en oxyde de soufre, oxydes d'azote, monoxyde de carbone et poussières des gaz résiduels. La turbine étant en grande maintenance, l'inspection n'a pas pu constater la présence d'un système d'analyses en continu sur celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel : I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Arrêté préfectoral : L'article 3.II.4 «Surveillance des rejets à l'atmosphère» de l'article 3.II « Prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant : [...]</p> <p>3.II.4.2 Modalités de surveillance des rejets I. Les concentrations en oxyde de soufre, oxydes d'azote, monoxyde de carbone et poussières des gaz résiduels sont mesurées en continu. La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu, toutefois la mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>Constats : Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a fourni : - le rapport mensuel d'émissions atmosphériques des 4 chaudières, pour la période du 01 au 31 janvier 2023 ; - le rapport mensuel d'émissions atmosphériques de la turbine, pour la période du 01 au 31 janvier 2023.</p> <p>Ces rapports sont incomplets. Les éléments suivants sont manquants : - concentration en oxyde de soufre pour les rejets des chaudières 1 à 3 et la turbine ; - concentration en poussières pour les rejets des chaudières 1 à 3 et la turbine ; - teneur en vapeur d'eau pour l'ensemble des rejets ou le justificatif que les gaz résiduels échantillonnés sont séchés ; - suivi des flux de polluants pour l'ensemble des installations.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai d'1 mois, fournir un échéancier de mise en conformité de son plan de surveillance des émissions atmosphériques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etalonnage des appareils de mesures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 3.II.4 «Surveillance des rejets à l'atmosphère» de l'article 3.II « Prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant : [...] 3.II.4.3 Conditions de surveillance des rejets atmosphériques I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : Le 28 février 2023, l'exploitant a transmis par courriel le rapport d'intervention du 11 janvier 2023 de la société SOLSTICE, en charge de la maintenance des appareils de mesures. Dans ce courriel, l'exploitant nous informe des difficultés rencontrées avec ce prestataire. Le document fourni ne justifie pas du respect de la procédure QAL2 (étalonnage des appareils de mesures en continu) par une entreprise certifiée. L'exploitant doit, dans un délai d'1 mois, justifier du respect de la procédure QAL2 (étalonnage des appareils de mesures en continu) par une entreprise certifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 3.II.4 «Surveillance des rejets à l'atmosphère» de l'article 3.II « Prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant : [...]</p> <p>3.II.4.1 Principes et objectifs du programme de surveillance [...] L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>3.II.4.6 Transmission des résultats à l'inspection (concentration et flux) Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre du point II de l'article 3.II.4.2 sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant.</p> <p>Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni à l'inspection le document décrivant les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance. Il ne transmet pas régulièrement les résultats des mesures en continu, ni les résultats des mesures périodiques réalisées par un organisme agréé.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai d'1 mois, faire parvenir à l'inspection le document décrivant les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance, ainsi que les modalités de transmission des résultats obtenus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III AP Complémentaire du 17/08/2022, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté ministériel :</u></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p><u>Arrêté préfectoral :</u></p> <p>L'article 3.II.4 «Surveillance des rejets à l'atmosphère» de l'article 3.II « Prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 21C 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant : [...]</p> <p>3.II.4.2 Modalités de surveillance des rejets</p> <p>II. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.II.3.1 (concentrations) et 3.II.3.2 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> <p>Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.</p> <p>Constats :</p> <p>Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a fourni le rapport d'essai n°22507LSO2103200S-R01 de mesure des rejets atmosphériques de la société APAVE, en date du 03 janvier 2023. Les prélèvements ont été réalisés les 05 et 06 décembre 2022. Ce rapport semble complet et régulier.</p> <p>La société APAVE est agréée pour l'ensemble des paramètres mesurés. Elle bénéficie de l'attestation d'accréditation n°1-7202 délivrée par le Comité français d'accréditation le 01 janvier 2023, et valable jusqu'au 29 février 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
AP Complémentaire du 17/08/2022, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel :

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...]

Arrêté préfectoral :

L'article 3.II.3 « Valeurs limites de rejet » de l'article 3.II Prévention de la pollution atmosphérique de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant : [...]

3.II.3.1 Valeurs limites d'émissions en concentration

Chacun des rejets issus des installations doit respecter les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes en concentration, les volumes de gaz rapportés :

- à des conditions normalisés de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3 % pour les chaudières et de 15 % pour la TAG.

Les VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations telles que définies à l'article 2.12 du présent arrêté. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Pour le gaz

➤ NO_x, CO, SO₂ et poussières totales

	Chaudières G1, G2 et G3			TAG (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)		
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NO _x	110	100	100	60	60	60
CO	110	100	40	93,5	85	85
SO ₂	38,5	35	35	11	10	10
Poussières totales	5,5	5	5	5,5	5	5

Pour le FOD

➤ NO_x, CO, SO₂ et poussières totales

Chaudière G4 au FOD (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)			
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière (1)	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NO _x	187	200	200
CO	110	100	100
SO ₂	187	170	170
Poussières totales	25	25	20

Pour le FOD et le gaz :

COVNM, HAP et métaux

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 min au minimum et de huit heures au maximum)
COVNM (pour les chaudières)	110
HAP	0,1
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5

Constats :

Le rapport d'autosurveillance de janvier 2023 fait état de 2 dépassements de la VLE en ce qui concerne le monoxyde de carbone :

- pour la chaudière 1 : le 19 janvier 2023 à 9h, concentration de 144,6 mg/m³ au lieu de 100 ;
- pour la chaudière 2 : le 13 janvier 2023 à 01h, concentration de 175,9 mg/m³ au lieu de 100.

Le rapport d'essai de la société APAVE fait état de 2 dépassements de la VLE en ce qui concerne les oxydes d'azote :

- pour la chaudière 1 : concentration de 110 mg/m³ au lieu de 100 ;
- pour la chaudière 3 : concentration de 102 mg/m³ au lieu de 100.

Le 14 février 2023, seules les chaudières 2 et 3 fonctionnaient. Les affichages instantanés des mesures en continu ont montré 2 dépassements de la VLE en ce qui concerne les oxydes d'azote :

- pour la chaudière 2 : concentration de 102 mg/m³ au lieu de 100 ;
- pour la chaudière 3 : concentration de 112 mg/m³ au lieu de 100.

L'exploitant doit, dans un délai d'1 mois, indiquer les mesures qu'il compte mettre en oeuvre afin de respecter les valeurs limites de rejets en CO et en NO_x.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1999, article 3.IV.5
Thème(s) : Autre, Suites de l'inspection du 03/12/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées. L'article est complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022/DRIEAT/UD77/101 du 17 août 2022, par la phrase suivante : "Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réalisation avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration."
Constats : Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis le plan de gestion des nuisances sonores d'une installation IED, en date du 19 août 2022 et le rapport acoustique de BUREAU VERITAS n°0797407 11772375-1-1-1-NR-Rev0, du 18 février 2022. D'après ce rapport, les niveaux en limite de site, les émergences dans le voisinage ainsi que les tonalités marquées sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2009, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suites de l'inspection du 03/12/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte gravement, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme européenne en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes. Une vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié complètement tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisés conformément à la norme NF EN 62305-3. Les agressions de la foudre sur l'établissement sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle de dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis le dossier d'ouvrages exécutés de la société INDELEC en date du 20 juillet 2022, comprenant la déclaration de conformité de l'installation pare-foudre du 30 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Equipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1999, article 3.V.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité, Suites de l'inspection du 03/12/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour. Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.
Constats : Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis le plan de surveillance des équipements importants pour la sécurité (EIPS) et mesures organisationnelles associées : mesure de maîtrise des risques (MMR). Le document a été mis à jour en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1999, article 3.V.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suites de l'inspection du 03/12/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance, préétabli et documenté, de ses installations et de son organisation afin de s'assurer du bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui des règles internes de sécurité.</p> <p>Les comptes-rendus des actions de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>A l'échéance de l'année civile, un bilan de cette surveillance est adressé à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de dysfonctionnement(s) important(s) ou répété(s), l'inspection des installées peut demander un renforcement du programme de surveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis les comptes-rendus de 4 exercices de mise en situation d'urgence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - simulation de déversement accidentel, réalisée le 08 mars 2022 ; - simulation d'incendie, réalisée le 08 mars 2022 ; - simulation d'un accident industriel sur le site SEVESO BASF MEAUX, réalisée le 01 juin 2022 ; - simulation d'incendie, réalisée le 06 décembre 2022. <p>L'exploitant est en relation avec BASF, qui exploite un site SEVESO à 150 m. A ce sujet, il a fourni les comptes-rendus des réunions conjointes du 13 septembre 2021 et du 25 octobre 2022, ainsi que la consigne d'urgence à suivre par le personnel d'ENERGIE MEAUX en cas d'incident sur le site de BASF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Réduction à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction à la source, efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courriel du 17 février 2023, l'exploitant a fourni le certificat ISO 50001 : 2018, délivré le 30 juillet 2021 par la société BUREAU VERITAS, valable jusqu'au 15 février 2024 (système de management de l'énergie).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Le 14 février 2023, l'inspection a pu constater la présence de 2 points de rejets : le premier pour les 4 chaudières, le second pour la turbine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Les deux points de rejets à l'atmosphère du site sont des cheminées verticales et rectilignes, permettant une bonne dispersion des gaz dans l'atmosphère. Les débouchés des cheminées ne sont pas à proximité de prises d'air.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : Le 14 février 2023, l'inspection a pu constater la présence de 2 cheminées sur le site dont la hauteur est supérieure à 10 m. D'après l'article 3.II.2.2 - Caractéristiques des émissaires de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999, les hauteurs réelles des cheminées du site sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- cheminée des chaudières : 60 m ;- cheminée de la turbine : 28 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

